Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Saint-Philippe | 67010 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(décembre 202	(e), Claudie Boutin, 21.	atteste la véracité du	Rapport financier c	onsolidé de Ville d	le Saint-	Philippe pour l'exercice terminé le 31	
		_					
Signature _	Chudie '	boutin			Date	22 avril 2022	_

Aux membres du conseil,

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	26
Situation financière par organismes	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	40
Analyse des charges consolidées	52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Saint-Philippe

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Philippe (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Philippe au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Philippe inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

·nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

BCGO S.E.N.C.R.L. Salaberry-de-Valleyfield, le 22 avril 2022

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisatio	ons
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	10 598 746	10 702 662	10 404 811
Compensations tenant lieu de taxes	2	137 606	144 196	138 303
Quotes-parts	3			
Transferts	4	917 030	2 136 439	2 532 999
Services rendus	5	1 225 921	1 151 308	1 127 881
Imposition de droits	6	1 352 500	2 374 786	1 820 300
Amendes et pénalités	7	204 397	183 110	179 818
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	144 523	167 862	162 350
Autres revenus	10	5 187	788 520	117 840
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises				
municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	14 585 910	17 648 883	16 484 302
Charges				
Administration générale	14	3 612 986	3 283 643	2 665 501
Sécurité publique	15	3 056 639	3 509 720	3 254 772
Transport	16	2 513 375	3 544 596	3 781 173
Hygiène du milieu	17	1 493 053	1 834 798	1 849 809
Santé et bien-être	18	55 474	58 183	55 474
Aménagement, urbanisme et développement	19	525 511	487 715	571 339
Loisirs et culture	20	1 748 010	1 819 120	1 453 864
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	510 040	392 231	388 042
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	13 515 088	14 930 006	14 019 974
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 070 822	2 718 877	2 464 328
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		29 897 819	27 433 491
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		29 897 819	27 433 491
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		32 616 696	29 897 819

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 745 775	6 296 316
Débiteurs (note 5)	2	6 704 092	5 953 795
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des			
partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	12 449 867	12 250 111
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 170 914	2 900 931
Revenus reportés (note 12)	12	2 137 140	2 187 079
Dette à long terme (note 13)	13	18 451 147	18 599 733
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	423 691	380 409
Autres passifs (note 14)	15		
	16	23 182 892	24 068 152
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(10 733 025)	(11 818 041)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	43 138 562	41 572 904
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	105 818	105 818
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	105 341	37 138
1	23	43 349 721	41 715 860
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	32 616 696	29 897 819

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisation	ns
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 070 822	2 718 877	2 464 328
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (75 000)(3 839 039)(6 426 526)
Produit de cession	3		151 457	191
Amortissement	4		2 122 780	1 906 687
(Gain) perte sur cession	5		(856)	(100)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(75 000)	(1 565 658)	(4 519 748)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(68 203)	(14 957)
	13		(68 203)	(14 957)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	995 822	1 085 016	(2 070 377)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(11 818 041)	(9 747 664)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		,	, ,
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(11 818 041)	(9 747 664)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(10 733 025)	(11 818 041)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 718 877	2 464 328
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 122 780	1 906 687
Autres			
•	3		
Perte (Gain) sur disposition	4	(856)	(100)
Market and the Market Lands and the second	5	4 840 801	4 370 915
Variation nette des éléments hors caisse		(750,007)	(4.400.000)
Débiteurs	6	(750 297)	(1 433 689)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(730 017)	900 980
Revenus reportés	9	(49 939)	419 779
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	43 282	48 734
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(68 203)	(14 957)
Autos dono non intensicio	14	3 285 627	4 291 762
Activités d'investissement			
	15 (3 830 030 7/	6 426 526 \
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (3 839 039)(6 426 526)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	151 457	191
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 ()()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	(2 007 500)	(0.400.225)
	19	(3 687 582)	(6 426 335)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations			
dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 ()()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 ()()
Cession	23	/\	,
COOLIGIT	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	3 056 000	4 123 200
		3 185 139)(809 675)
Remboursement de la dette à long terme	26 (3 103 139)(
Variation nette des emprunts temporaires	27	(40.447)	(306 750)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(19 447)	591
Autres			
•	29		
	30		
	31	(148 586)	3 007 366
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(550 541)	872 793
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
		6 296 316	5 423 523
, ,	33	0 230 310	0 720 020
Solde déjà établi	33 34	0 290 310	3 423 323
, ,		6 296 316	5 423 523

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Philippe est un organisme municipal constitué et régi en vertu de la Loi sur les Cités et villes. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat suivant: Régie intermunicipale de police Roussillon.

Les comptes de la ville et du partenariat auquel elle participe sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville.

Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Saint-Philippe excluant l'organisme qu'elle contrôle.

a) Périmètre comptable

S/0

b) Partenariats

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour l'exercice est de 5.80 %.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à

titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèse et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée de vie utile des immobilisations, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs et les passifs éventuels.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisées à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures - 5, 10, 15, 20, 30 et 40 ans

Bâtiments - 10, 15, 20 et 40 ans

Véhicules - 3, 5, 6, 7, 8, 10, 15 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau - 4, 5, 7 et 10 ans Machinerie, outillage et équipement - 4, 5, 10 et 20 ans

Améliorations locatives - 15 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques ainsi que les montant perçus à l'égard du Fond de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville et la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite par financement salarial FTQ (RRFS - FTQ)auquel la ville participe est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite (RRS - DSF) auquel la ville participe est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Régie intermunicipale de police Roussillon

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à Rapport financier consolidé 2021 | S11 |

attribuer le coût des prestations aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au ler janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : Valeur lissée 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : cet excédent n'est pas amorti;
- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S/0

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

s/o

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	5 745 775	6 296 316
Découvert bancaire	2 ()()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
•	4		
•	5		
•	6		
•	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	5 745 775	6 296 316
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 123 267	1 193 545
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et			
ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	2 207 445	

Note

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	795 327	1 066 906
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	3 618 726	3 254 053
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 098 712	729 981
Organismes municipaux	15	626 858	426 902
Autres			
 Contribuables et divers 	16	186 047	187 770
Mutations à recevoir	17	378 422	288 183
	18	6 704 092	5 953 795
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	1 710 192	1 783 110
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	1 710 192	1 783 110
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	45 382	44 875

Note

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
•	26		
•	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

7. Placements de portefeuille

	2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
à prestations déterminées	35	(224 854)	(191 875)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et		,	,
autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(198 837)	(188 534)
	37	(423 691)	(380 409)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	169 476	154 752
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs			
à prestations déterminées	39	18 073	19 538
Régimes à cotisations déterminées	40	111 519	98 171
Autres régimes (REER et autres)	41	141 030	181 098
Régimes de retraite des élus municipaux	42	14 804	16 898
	43	454 902	470 457

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

	2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière, une marge de crédit de 600 000\$ pour ces opérations courantes. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel (2,45% au 31 décembre 2021). Au 31 décembre 2021, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

La Régie intermunicipale de police Roussillon a négocié auprès de son institution financière, une marge de crédit pour ses opérations courantes autorisée à 1 000 000\$ au taux préférentiel minoré de 0,15%. Au 31 décembre 2021, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

11. Créditeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	849 425	1 441 090
Salaires et avantages sociaux	48	592 071	685 180
Dépôts et retenues de garantie	49	327 276	333 045
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
 Intérêts courus sur DLT 	51	62 237	68 295
 Autres courus et passifs 	52	204 141	250 918
 Organismes municipaux 	53	135 764	122 403
•	54		
•	55		
	56	2 170 914	2 900 931

Note

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	657	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	886 741	895 292
Soutien à la compétence de développement local et régional			
des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	747 090	1 054 384
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
 Régie de police Roussillon 	69	1 149	1 360
 Divers 	70	244 077	1 526
•	71		
 Transfert 	72	257 426	234 517
•	73		
•	74		
•	75		
	76	2 137 140	2 187 079

Note

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2021	2020
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,31	2022	2041	77	18 470 918	18 599 732
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,79	4,90	2023	2023	81	705	1 030
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de							
location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	18 471 623	18 600 762
Frais reportés liés à la dette à long terme					86 (20 476)(1 029)
					87	18 451 147	18 599 733

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dett	Autres dettes à long terme		
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres		
2022	88		1 152 637			340	1 152 977
2023	89		1 156 179			365	1 156 544
2024	90		1 184 596				1 184 596
2025	91		1 192 581				1 192 581
2026	92		1 220 580				1 220 580
2027 et plus	93		12 564 345				12 564 345
	94		18 470 918			705	18 471 623
Intérêts et frais							
accessoires	95		()	()
	96		18 470 918			705	18 471 623

Note

14. Autres passifs

	2	021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97		
Assainissement des sites contaminés	98		
Autres			
•	99		
•	100		
•	101		
•	102		
	103		

Note

15. Immobilisations corporelles

15. immobilisations corporelles		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	5 190 587			5 190 587
Eaux usées	105	8 515 718	445 657		8 961 375
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts,					
tunnels et viaducs	106	18 109 540	252 378	143 627	18 218 291
Autres					
Autres	107	2 633 915	17 220	3 094	2 648 041
•	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	11 902 118	929	(250 223)	12 153 270
Améliorations locatives	111	250 223		250 223	
Véhicules	112	3 276 974	181 582	489 107	2 969 449
Ameublement et équipement de bureau	113	862 408	36 983	86 011	813 380
Machinerie, outillage et équipement divers	114	1 384 741	189 026	14 992	1 558 775
Terrains	115	3 963 590	39 500		4 003 090
Autres	116	11 966			11 966
	117	56 101 780	1 163 275	736 831	56 528 224
Immobilisations en cours	118	3 965 280	2 675 764		6 641 044
	119	60 067 060	3 839 039	736 831	63 169 268
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures	100	2 367 488	130 536		2 498 024
Eau potable	120				
Eaux usées	121	4 137 766	227 788		4 365 554
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts,	100	7.056.266	007.470	140 607	7 000 000
tunnels et viaducs	122	7 056 366	887 470	143 627	7 800 209
Autres	400	072.040	420.000	2.004	4 004 000
Autres	123	873 048	132 006	3 094	1 001 960
	124				
Réseau d'électricité	125	4.054.004	240.070	(70.705)	4 740 504
Bâtiments	126	1 354 091	318 678	(70 795)	1 743 564
Améliorations locatives	127	70 795	470 500	70 795	4 400 400
Véhicules	128	1 361 360	173 582	338 506	1 196 436
Ameublement et équipement de bureau	129	414 299	108 385	86 011	436 673
Machinerie, outillage et équipement divers	130	858 943	132 369	14 992	976 320
Autres	131	10.101.150	11 966	500.000	11 966
VALEUD COMPTADI E NETTE	132	18 494 156	2 122 780	586 230	20 030 706
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	41 572 904			43 138 562
Biens loués en vertu de contrats					
de location-acquisition inclus					
dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135 ()()()(
Valeur comptable nette	136				

Note

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139	105 818	105 818
	140	105 818	105 818
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9) Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste	141		
« Propriétés destinées à la revente »	142	105 818	105 818

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
•	143				
•	144				
•	145				
•	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
	148				
	149				
	150				
•	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2021	2020
Frais payés d'avance			
Divers	154	83 905	18 799
 Organisme contrôlé 	155	21 436	18 339
•	156		
Autres			
•	157		
	158		
	159	105 341	37 138

Note

19. Obligations contractuelles

Contrats

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement de contrats

de fourniture d'eau et de services de protection contre l'incendie, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 2 971 313 \$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2022	2023	2024	2025	2026 et suivantes
742 994 \$	749 601 \$	652 434 \$	641 162 \$	185 122 \$

Régie intermunicipale de police Roussillon

La Régie intermunicipale de police Roussillon a contracté divers engagements de crédit auprès de différents organismes et/ou sociétés. Les principaux engagements sont liés à des contrats d'entretien, de soutien informatique et de location d'équipements. La quote-part de ces engagements revenant à la Ville de Saint-Philippe au cours des prochains exercices s'établit comme suit:

2022	20	760	\$
2023	11	425	\$
2024		607	Ś

20. Droits contractuels

Programme de subvention

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 3 228 501 \$ à la ville pour des travaux admissibles. La ville doit également investir 1 769 875 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, 1 385 358 \$ a été comptabilisée à titre de revenu et un solde de 1 843 143 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Également, dans le cadre du programme d'aide à la voirie locale, le Ministère des Transports du Québec s'est engagé à verser une somme de 2 337 981 \$ à la ville pour des travaux admissibles. À la date des états financiers, aucun revenu n'a été comptabilisé et un solde de 2 337 981 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Des subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisant 768 697 \$ et venant à échéance entre 2031 et 2041 seront reçues au cours des prochains exercices. Les versements à recevoir au cours des cinq prochaines années sont les suivants :

2022			83	706	\$
2023			81	625	\$
2024			76	710	\$
2025			71	676	\$
2026			66	517	\$
2027	et	suivantes	388	463	\$

Contrat de location

La ville a conclu divers contrats avec des organismes. Ces contrats viennent à échéance en 2023 et prévoient les revenus suivants:

2022 106 066 \$ 2023 53 033 \$

La ville a également conclu, avec la municipalité de Saint-Mathieu, une entente pour la fourniture de service pour l'interception et le traitement des eaux usées. Cette entente, d'une durée de vingt ans, vient à échéance le 31 décembre 2026. Par la suite, elle se renouvelle automatiquement par période successive de cinq ans. La participation financière de chacune des parties est établie en fonction de la charge hydraulique (55 %) et de la charge organique (45 %) revenant à chacune des municipalités.

De plus, la ville a signé une entente avec la municipalité de Saint-Mathieu relativement à la fourniture de service pour la protection contre l'incendie. Cette entente, d'une durée de cinq ans, est entré en vigueur le ler janvier 2009. Elle se renouvelle automatiquement par la suite, par période de cinq ans. Depuis 2017, la participation financière des parties est établie en fonction de la population desservie par ce service dans chacune des municipalités.

21. Passifs éventuels

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

A) Cautionnements et garanties

	Montant initial	Solde des cautionnements	
Description	des cautions	2021	2020

	Montant initial	Solde des car	utionnements
Description	des cautions	2021	2020
	160		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

La Régie intermunicipale de police Roussillon fait l'objet de réclamations totalisant 1 937 408 \$ en plus de l'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle, des frais de justice et des frais d'expertise.

De ces réclamations, un montant de 1 866 408 \$ est entre les mains des assureurs de la régie. Si celle-ci devait débourser une somme à l'égard de cette cause, la charge qui en résulterait serait comptabilisée dans l'exercice alors en cours.

D) Autres Griefs

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par le syndicat des policiers de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par la Régie intermunicipale de police Roussillon, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

s/o

26 MRC De Roussillon

La ville a conclu des ententes déléguant ses pouvoirs en matière de cour municipale, de gestion des matières résiduelles, de vente pour taxes et de développement économique et touristique à la M.R.C. De Roussillon.

27 Oeuvre d'art

La ville détient, à titre d'oeuvre d'art, une installation artistique de Carol Simard Laflamme. Cette oeuvre est installée à la bibliothèque et a été acquise dans le cadre de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics.

De plus, la ville a acquis, à titre d'oeuvre d'art, une murale sur verre fritté d'André Dubois. Cette oeuvre est installée au complexe Élodie-P.-Babin et a été acquise dans le cadre de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics.

Finalement, la ville détient, à titre d'oeuvre d'art, deux tableaux de Raymond Routhier. Ces tableaux sont installés à la bibliothèque et sont en consignation.

28 Incidence du Coronavirus (COVID-19) sur les états financiers

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

La ville a poursuivi ses activités malgré la pandémie. Tous les employés sont demeurés en poste mais l'accès aux citoyens a été restreint.

La ville a connu une augmentation de ses revenus de l'ordre de 482 172 \$ en 2021 comparativement à 2020. Cette augmentation est principalement liée aux revenus provenant des droits de mutation immobilière. Pour leur part, les charges de fonctionnement ont connu une hausse de 714 552 \$ en 2021 comparativement à 2020. Cette augmentation est principalement liée aux charges relatives à à l'entretien des parcs municipaux et du centre communautaire, à la quote-part de transport adapté et aux coûts d'opération du service incendie.

La ville prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice. S'il y a lieu, toute perturbation serait comptabilisée au moment où l'impact serait connu et lorsqu'il pourrait faire l'objet d'une estimation.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021		Réalisation	ns 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	10 404 811	10 598 746	10 702 662			10 702 662
Compensations tenant lieu de taxes	2	138 303	137 606	144 196			144 196
Quotes-parts	3					1 411 189	
Transferts	4	1 389 236	914 678	1 092 065		41 892	1 133 957
Services rendus	5	1 096 017	1 194 625	1 113 094		38 214	1 151 308
Imposition de droits	6	1 478 187	1 352 500	2 001 323			2 001 323
Amendes et pénalités	7					183 110	183 110
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	157 201	140 000	164 824		3 038	167 862
Autres revenus	10	105 507	5 000	33 270		2 196	35 466
Effet net des opérations de restructuration	11		3 333	00 2.0		00	00 100
Enot not doe operations do rocarditation	12	14 769 262	14 343 155	15 251 434		1 679 639	15 519 884
Investissement		11100 202	11010100	10 201 101		1 010 000	10 0 10 00 1
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 141 494		1 002 482			1 002 482
Imposition de droits	16	342 113		373 463			373 463
Autres revenus	10	342 113		373 400			373 403
Contributions des promoteurs	17	10 388		753 054			753 054
Autres	18	10 366		755 054			755 054
	10						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises	40						
municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20	4 400 005		0.400.000			0.400.000
	21	1 493 995	44.040.455	2 128 999		4.070.000	2 128 999
	22	16 263 257	14 343 155	17 380 433		1 679 639	17 648 883
Charges	00	0.405.050	0.040.000	0.000.440	244 424		0.000.040
Administration générale	23	2 495 056	3 612 986	3 069 149	214 494	4 === 004	3 283 643
Sécurité publique	24	3 012 058	2 884 757	3 094 692	73 153	1 753 064	3 509 720
Transport	25	2 685 229	2 513 375	2 427 771	1 116 825		3 544 596
Hygiène du milieu	26	1 498 945	1 493 053	1 472 977	361 821		1 834 798
Santé et bien-être	27	55 474	55 474	58 183			58 183
Aménagement, urbanisme et développement	28	570 277	525 511	486 653	1 062		487 715
Loisirs et culture	29	1 295 286	1 748 010	1 509 954	309 166		1 819 120
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	363 545	486 158	371 382		20 849	392 231
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles							
et des actifs incorporels achetés	33	1 876 860		2 076 521 (2 076 521)		
	34	13 852 730	13 319 324	14 567 282		1 773 913	14 930 006
Excédent (déficit) de l'exercice	35	2 410 527	1 023 831	2 813 151		(94 274)	2 718 877

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020 Budget 2021			Réalisations 2021		
	·	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 410 527	1 023 831	2 813 151	(94 274)	2 718 877	
Moins : revenus d'investissement	2 (1 493 995) ()(2 128 999) ()(2 128 999	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant							
conciliation à des fins fiscales	3	916 532	1 023 831	684 152	(94 274)	589 878	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
Ajouter (déduire)							
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés							
Amortissement	4	1 876 860		2 076 521	46 259	2 122 780	
Produit de cession	5			150 499	958	151 457	
(Gain) perte sur cession	6			102	(958)	(856)	
Réduction de valeur / Reclassement	7				, ,	` ,	
	8	1 876 860		2 227 122	46 259	2 273 381	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux Remboursement ou produit de cession	12 13						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	15						
Financement	15						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17 (701 966)(860 100)(888 307)(45 914) (934 221	
Remboursement de la dette a long terme	18	(701 966)	(860 100)	(888 307)	(45 914)	(934 221)	
Affectations	10	(701 900)	(000 100)	(000 301)	(43 314)	(904 221)	
Activités d'investissement	19 (88 270)(75 000)(52 216)(20 638)(72 854	
Excédent (déficit) accumulé	19 (00 270)(73 000)(32 210)(20 030)(12 034	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				11 579	11 579	
Excédent de fonctionnement affecté	20		410 395	607 971	62 075	670 046	
Réserves financières et fonds réservés	22	(222.447)				(335 128)	
	23	(322 447)	(499 126)	(317 841)	(17 287) 19 759	(335 128)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir					19 / 39	19 /59	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	//// 7/7\	(400 704)	237 914	EE 400	293 402	
	25	(410 717)	(163 731)		55 488		
Fundame (Alfinia) de femationnes est de lles este	26	764 177	(1 023 831)	1 576 729	55 833	1 632 562	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 680 709		2 260 881	(38 441)	2 222 440	

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020		Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹	
Revenus d'investissement	1	1 493 995	2 128 999		2 128 999	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Acquisition d'immobilisations corporelles						
Administration générale	2 (3 171 607)(83 242)()(83 242)	
Sécurité publique	3 ()(131 234)(46 866)(178 100)	
Transport	4 (1 664 499)(1 371 682)()(1 371 682	
Hygiène du milieu	5 (1 098 141)(1 578 757)()(1 578 757	
Santé et bien-être	6 ()()()(ý	
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()(28 021)()(28 021	
Loisirs et culture	8 (455 650) (599 237)()(599 237	
Réseau d'électricité	9 ()()()(Ý	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ($\hat{\mathbf{y}}$	$\hat{\mathbf{y}}$)(
<u> </u>	11 (6 389 897)(3 792 173)(46 866) (3 839 039	
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	12 ()()()(
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et						
participations dans des entreprises municipales et des						
partenariats commerciaux						
Émission ou acquisition	13 ()()()(
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	14	4 123 200	878 000		878 000	
Affectations						
Activités de fonctionnement	15	88 270	52 216	20 638	72 854	
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	16		372 049		372 049	
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 686 829		3 482	3 482	
Réserves financières et fonds réservés	18	53 546	251 141	22 746	273 887	
	19	1 828 645	675 406	46 866	722 272	
	20	(438 052)	(2 238 767)		(2 238 767)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	1 055 943	(109 768)		(109 768)	

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES

AU 31 DÉCEMBRE 2021

Administration Admi			2020		2021	
Telescriptic all quilwalents de trésorerie (note 4)		_			contrôlés et	
Debit (price 5) 2 5 829 703 6 5675 15 966 6 704 902 708	ACTIFS FINANCIERS					
Piets (note 6) 3 4	Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 860 612	5 473 998	271 777	5 745 775
Placements de portefeuille (note 7)	Débiteurs (note 5)	2	5 829 703	6 557 751	150 966	6 704 092
Participations dans dae antreprises municipales et des partenariats commercium. 5	Prêts (note 6)	3				
Partie and its out fire des avantages sociaux futurs (note 8)	Placements de portefeuille (note 7)	4				
Actif au lithe des avantages sociaux futurs (note 8) 6 Autres actifs financiers (note 9) 7 PASSIFS Insuffisance de trésoreire (note 4) 9 Emprunts temporaires (note 10) 10 Créditeurs et charges à payer (note 11) 11 2 681 130 1 992 615 182 924 2 170 914 Revenus reportés (note 12) 12 2 185 719 2 135 991 1 149 2 137 140 Dette à long terme (note 13) 13 18 288 430 18 185 113 266 034 18 451 147 Passif au lithe des avantages sociaux futurs (note 8) 14 4 2 2 135 279 2 135 991 1 149 2 137 140 Dette à long terme (note 13) 16 3 18 288 430 18 185 113 266 034 18 451 147 Autres passifs (note 14) 15 3 18 288 240 18 185 113 26 60 34 18 451 147 423 691 423 691 423 691 423 691 423 691 423 691 423 691 423 691 423 691 423 691 423 691 423 691 423 691 423 691 423 691	Participations dans des entreprises municipales et des					
Autres actifs financiers (note 9) 7	partenariats commerciaux	5				
Autres actifs financiers (note 9) 7	Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
PASSIFS Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4) 9		7				
Rumpfisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4) 9 1 1 2 681 130 1 992 615 182 924 2 170 914 184 184 184 114 184 184 114 11		8	11 690 315	12 031 749	422 743	12 449 867
Emprunts temporaires (note 10)	PASSIFS					
Créditeurs et charges à payer (note 11) 11 2 681 130 1 992 615 182 924 2 170 914 Revenus reportés (note 12) 12 2 185 719 2 135 991 1 149 2 137 140 Detta à long terme (note 13) 13 18 288 430 18 185 113 266 034 18 145 114 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8) 14 423 691 423 691 Autres passifs (note 14) 16 23 155 279 22 313 719 873 798 23 182 892 ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) 17 (11 464 964) (10 281 970) (451 055) (10 733 025) ACTIFS NON FINANCIERS 18 41 189 925 42 754 976 383 586 43 138 562 Propriétés destinées à la revente (note 16) 19 105 818 105 818 105 818 105 818 Stocks de fournitures 20 18 799 83 905 21 436 105 341 Actifs incorporels achetés (note 17) 21 24 18 799 83 905 21 436 105 341 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté 24 3 574 133	Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Créditeurs et charges à payer (note 11) 11 2 681 130 1 992 615 182 924 2 170 914 Revenus reportés (note 12) 12 2 185 719 2 135 991 1 149 2 137 140 Dette à long terme (note 13) 18 188 8430 18 185 113 266 034 18 145 114 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8) 14 *** 423 691 423 691 Autres passifs (note 14) 15 *** ** 423 691 423 691 Autres passifs (note 14) 16 23 155 279 22 313 719 873 798 23 182 892 ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) 17 (11 464 964) (10 281 970) (451 055) (10 733 025) ACTIFS NON FINANCIERS **	Emprunts temporaires (note 10)	10				
Revenus reportés (note 12) 12 2 185 719 2 135 991 1 149 2 137 140 Dette à long terme (note 13) 18 185 113 266 034 18 151 145 143 26 034 18 151 145 143 26 034 18 151 145 143 26 034 18 151 145 143 26 034 18 151 145 145 24 23 691 Autres passifs (note 14) 15	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	11	2 681 130	1 992 615	182 924	2 170 914
Dette à long terme (note 13) 13 18 288 430 18 185 113 266 034 18 451 147 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8) 14 273 691		12	2 185 719	2 135 991	1 149	2 137 140
Passif au tifre des avantages sociaux futurs (note 8) 14 423 691 423 691 Autres passifs (note 14) 15 16 23 155 279 22 313 719 873 798 23 182 892 ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) 17 (11 464 964) (10 281 970) (451 055) (10 733 025) ACTIFS NON FINANCIERS 18 41 189 925 42 754 976 383 586 43 138 562 Propriétes destinées à la revente (note 15) 18 41 189 925 42 754 976 383 586 43 138 562 Propriétes destinées à la revente (note 16) 19 105 818		13	18 288 430	18 185 113	266 034	18 451 147
Autres passifs (note 14) 15 ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) 16 23 155 279 22 313 719 873 798 23 182 892 ACTIFS NON FINANCIERS 17 (11 464 964) (10 281 970) (451 055) (10 733 025) ACTIFS NON FINANCIERS 18 41 189 925 42 754 976 383 586 43 138 562 Propriétés destinées à la revente (note 16) 19 105 818 105 818 105 818 Stocks de fournitures 20 </td <td></td> <td>14</td> <td></td> <td></td> <td>423 691</td> <td>423 691</td>		14			423 691	423 691
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) 17 (11 464 964) (10 281 970) (451 055) (10 733 025)	, ,	15				
ACTIFS NON FINANCIERS 18		16	23 155 279	22 313 719	873 798	23 182 892
Immobilisations corporelles (note 15) 18 41 189 925 42 754 976 383 586 43 185 562 Propriétés destinées à la revente (note 16) 19 105 818 105 818 105 818 Stocks de fournitures 20	ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(11 464 964)	(10 281 970)	(451 055)	(10 733 025)
Propriétés destinées à la revente (note 16) 19 105 818 105	ACTIFS NON FINANCIERS					
Stocks de fournitures 20 Actifs incorporels achetés (note 17) 21 Autres actifs non financiers (note 18) 22 18 799 83 905 21 436 105 341 EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ 23 41 314 542 42 944 699 405 022 43 349 721 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté 24 3 574 133 4 486 736 4 486 736 Excédent de fonctionnement affecté 25 653 950 772 208 176 658 948 836 Réserves financières et fonds réservés 26 389 849 706 549 14 006 726 555 Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir 27)()((466 530)(466 530) Financement des investissements en cours 28 441 223 331 455 331 455 331 455 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs 29 24 790 423 26 365 781 229 833 26 595 614 Gains (pertes) de réévaluation cumulés 30 470 423 26 365 781 229 833 26 595 614	Immobilisations corporelles (note 15)	18	41 189 925	42 754 976	383 586	43 138 562
Actifs incorporels achetés (note 17) 21 Autres actifs non financiers (note 18) 22 18 799 83 905 21 436 105 341 EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ 23 41 314 542 42 944 699 405 022 43 349 721 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté 24 3 574 133 4 486 736 4 486 736 Excédent de fonctionnement affecté 25 653 950 772 208 176 658 948 866 Réserves financières et fonds réservés 26 389 849 706 549 14 006 720 555 Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir 27 ()()(466 530)(466 530) Financement des investissements en cours 28 441 223 331 455 331 455 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs 29 24 790 423 26 365 781 229 833 26 595 614 Gains (pertes) de réévaluation cumulés 30 405 000 30 405 000 30	Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	105 818	105 818		105 818
Autres actifs non financiers (note 18) 22 18 799 83 905 21 436 105 341 EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté 24 3 574 133 4 486 736 4 486 736 Excédent de fonctionnement affecté 25 653 950 772 208 176 658 948 866 Réserves financières et fonds réservés 26 389 849 706 549 14 006 720 555 Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir 27 ()()()(466 530)(466 530) 466 530) Financement des investissements en cours 28 441 223 331 455 331 455 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs 29 24 790 423 26 365 781 229 833 26 595 614 Gains (pertes) de réévaluation cumulés 30	Stocks de fournitures	20				
23 41 314 542 42 944 699 405 022 43 349 721	Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté 24 3 574 133 4 486 736 4 486 736 Excédent de fonctionnement affecté 25 653 950 772 208 176 658 948 866 Réserves financières et fonds réservés 26 389 849 706 549 14 006 720 555 Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir 27 ()()(466 530)(466 530) Financement des investissements en cours 28 441 223 331 455 331 455 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs 29 24 790 423 26 365 781 229 833 26 595 614 Gains (pertes) de réévaluation cumulés 30 486 736 4 486 736 4 486 736 4 486 736 4 486 736 948 866	Autres actifs non financiers (note 18)	22	18 799	83 905	21 436	105 341
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté 24 3 574 133 4 486 736 4 486 736 Excédent de fonctionnement affecté 25 653 950 772 208 176 658 948 866 Réserves financières et fonds réservés 26 389 849 706 549 14 006 720 555 Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir 27 ()()()(466 530)(466 530) 466 530) 466 530) Financement des investissements en cours 28 441 223 331 455 331 455 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs 29 24 790 423 26 365 781 229 833 26 595 614 Gains (pertes) de réévaluation cumulés 30 Text de la company		23	41 314 542	42 944 699	405 022	43 349 721
Excédent de fonctionnement affecté 25 653 950 772 208 176 658 948 866 Réserves financières et fonds réservés 26 389 849 706 549 14 006 720 555 Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir 27 ()()()(466 530) 466 530) 466 530) Financement des investissements en cours 28 441 223 331 455 331 455 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs 29 24 790 423 26 365 781 229 833 26 595 614 Gains (pertes) de réévaluation cumulés 30 Contraction de la cont	EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Réserves financières et fonds réservés 26 389 849 706 549 14 006 720 555 Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir 27 ()()()(466 530) 466 530) 466 530) Financement des investissements en cours 28 441 223 331 455 331 455 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs 29 24 790 423 26 365 781 229 833 26 595 614 Gains (pertes) de réévaluation cumulés 30 8 8 8 8 9 8 9	Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	3 574 133	4 486 736		4 486 736
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir 27 ()()()(466 530)(466 530) Financement des investissements en cours 28 441 223 331 455 331 455 331 455 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs 29 24 790 423 26 365 781 229 833 26 595 614 Gains (pertes) de réévaluation cumulés 30 8 8	Excédent de fonctionnement affecté	25	653 950	772 208	176 658	948 866
Financement des investissements en cours 28 441 223 331 455 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs 29 24 790 423 26 365 781 229 833 26 595 614 Gains (pertes) de réévaluation cumulés 30 29 30 26 305 781 29 833 26 595 614	Réserves financières et fonds réservés	26	389 849	706 549	14 006	720 555
Financement des investissements en cours 28 441 223 331 455 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs 29 24 790 423 26 365 781 229 833 26 595 614 Gains (pertes) de réévaluation cumulés 30 29 30 26 305 781 29 833 26 595 614	Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 ()()(466 530) (466 530)
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	Financement des investissements en cours			331 455 ^	, ,	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	24 790 423	26 365 781	229 833	26 595 614
	Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
		31	29 849 578	32 662 729	(46 033)	32 616 696

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS CHARGES PAR OBJETS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées		
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
		2021	2021	2021	2020	
Rémunération						
Liée au programme Accès						
entreprise Québec	1					
Autre	2	4 629 099	4 599 995	5 789 356	5 364 772	
Charges sociales						
Liées au programme Accès						
entreprise Québec	3					
Autres	4	1 153 991	1 201 321	1 553 627	1 411 030	
Biens et services						
Services obtenus d'organismes municipal	ux					
Compensations pour services municipa				2 758	2 862	
Ententes de services						
Services de transport collectif	6					
Autres services	7	758 547	654 891	656 135	650 415	
Autres biens et services	8	3 469 383	2 915 617	3 067 596	2 959 709	
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long	terme					
à la charge						
De l'organisme municipal	9	442 997	329 868	335 968	331 906	
D'autres organismes municipaux	10					
Du gouvernement du Québec						
et ses entreprises	11	36 721	35 926	35 926	39 442	
D'autres tiers	12					
Autres frais de financement	13	6 440	5 588	20 337	16 694	
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	14	2 768 926	2 701 615	1 290 426	1 266 290	
Transferts	15					
Autres	16					
Autres organismes						
Transferts	17					
Autres	18	5 720	1 073	9 303	17 724	
Amortissement						
Immobilisations corporelles	19		2 076 521	2 122 780	1 906 687	
Actifs incorporels achetés	20					
Autres						
Autres	21	37 500	37 500	37 500	37 500	
 Réclamation dommages et int. 	22	10 000	7 367	7 367	7 149	
Créances douteuses	23			927	7 794	
	24	13 319 324	14 567 282	14 930 006	14 019 974	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 486 736	3 723 199
Excédent de fonctionnement affecté	2	948 866	797 119
Réserves financières et fonds réservés	3	720 555	409 314
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (466 530)(465 953)
Financement des investissements en cours	5	331 455	441 223
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	26 595 614	24 992 917
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	32 616 696	29 897 819
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 486 736	3 574 133
Organismes contrôlés et partenariats¹	10		149 066
	11	4 486 736	3 723 199
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
Aqueduc - Égout	12	213 799	38 799
 Exercice suivant 	13	400 730	607 971
Règlement 369	14	7 180	7 180
Règlement 317	15	10 499	
Règlement 371	16	140 000	
•	17		
•	18		
•	19		
•	20		
	21	772 208	653 950
Organismes contrôlés et partenariats¹			
 Régie inter. police Roussillon 	22	176 658	143 169
•	23		
•	24		
	25	176 658	143 169
	26	948 866	797 119

^{1.} Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
 Infrastructure de rues - R435 	27	272 848	193 165
•	28		
•	29		
•	30		
•	31		
	32	272 848	193 165
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
•	33		
•	34		
•	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	376 176	139 159
Organismes contrôlés et partenariats	38	14 006	19 465
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	57 525	57 525
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
•	45		
•	46		
	47	447 707	216 149
	48	720 555	409 314

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futur	rs 50 (7 190)(10 119)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (2 319)(3 236)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()()
Autres	53 (300 861)(289 834)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futur	rs 54 (43 495)(30 917)
	55 (353 865)(334 106)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()()
Assainissement des sites contaminés	57 ()()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()()
Autres			
•	59 ()()
	60 ()()
	61 (353 865)(334 106)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ	,		,
Utilisation du fonds général	62 ()()
Utilisation du fonds de roulement	63 ()()
Mesures relatives à la COVID-19	,		
Utilisation du fonds général	64 ()()
Utilisation du fonds de roulement	65 ()()
Autres	/	\	,
•	66 ()()
	67 ()(<u> </u>
	68 ()()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	00 /	\/	,
Mesure relative à la COVID 10	69 ()()
Mesure relative à la COVID-19	70 ()()
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ()()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS Autres	72 ()()
Autres Autre financement	72 /	110 CCE \/	121 017 \
- Autre infancement	73 (112 665)(131 847)
	74 (75 (112 665 \/	<i>)</i> 131 847)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP	10	112 665)(131 047)
Financement des activités de fonctionnement	76		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	70 77		
·	11		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	10		
·	79		
liés à des emprunts de fonctionnement Autres	13		
	80		
	81		
	82 (466 530)(465 953)
	02	400 330)(400 900)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83	1 108 122	999 342
Investissements à financer	84 (776 667)(558 119)
	85	331 455	441 223
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	43 138 562	41 572 904
Propriétés destinées à la revente	87	105 818	105 818
Prêts	88		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	43 244 380	41 678 722
Ajustements aux éléments d'actif	92		
	93	43 244 380	41 678 722
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94 (18 451 147)(18 599 733)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (20 476)(1 029)
Montants des débiteurs et autres montants affectés			
au remboursement de la dette à long terme	96	1 710 192	1 783 110
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	112 665	131 847
	99 (16 648 766)(16 685 805)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ()()
	101 (16 648 766)(16 685 805)
	102	26 595 614	24 992 917

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Régie intermunicipale de police de Roussillon offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif à prestations déterminées.

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(191 875)	(160 204)
Charge de l'exercice	4 (169 476)(154 752)
Cotisations versées par l'employeur	5	136 497	123 081
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(224 854)	(191 875)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	5 727 004	5 338 244
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (6 182 940)(5 795 678)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(455 936)	(457 434)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	231 082	265 559
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(224 854)	(191 875)
Provision pour moins-value	12 ()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(224 854)	(191 875)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur			
des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	2	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	5 727 004	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (6 182 940)(457 434)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (455 936)(457 434)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020	
Charge de l'exercice				
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	228 906	210 979	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19			
	20	228 906	210 979	
Cotisations salariales des employés	21 (118 869)(104 489)	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs				
dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()()	
	23	110 037	106 490	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	39 957	32 665	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification				
de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27			
Variation de la provision pour moins-value	28			
Autres				
•	29			
•	30			
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	149 994	139 155	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	319 264	291 834	
Rendement espéré des actifs	33 (299 782)(276 237)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	19 482	15 597	
Charge de l'exercice	35	169 476	154 752	
Informations complémentaires				
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	376 902	353 298	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (299 782)(276 237)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	77 120	77 061	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(86 432)	109 884	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	166 475	203 036	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice	40	100 47 5	203 030	
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	5 942 129	5 397 019	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances	71	J 342 123	3 337 013	
émis par l'organisme municipal	42			
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u>	42			
	43	404 020	457 434	
comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	404 039	437 434	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur				
des obligations présentée à la ligne 8 Pour la réserve de restructuration	4.4	149 311	137 730	
	44			
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	262 846	459 141	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	15	15	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)				
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,09 %	5,37 %	
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,37 %	5,41 %	
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,50 %	2,50 %	
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %	
Autres hypothèses économiques				
•	51			
•	52			

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements La Régie intermunicipale de police Roussillon possède un régime selon lequel

elle s'engage à verser une prime au syndicat pour tout policier retraité jusqu'à l'âge de 65 ans. Cette prime correspond à 5,00 % du dernier salaire gagné avant la retraite.

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(188 534)	(171 471)
Charge de l'exercice	56 (18 073)(19 538)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	7 770	2 475
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(198 837)	(188 534)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (225 446)(238 631)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(225 446)	(238 631)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	26 609	50 097
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice			
avant la provision pour moins-value	63	(198 837)	(188 534)
Provision pour moins-value	64 ()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(198 837)	(188 534)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages			
dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (225 446)(238 631)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (225 446)(238 631)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	9 341	10 825
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	9 341	10 825
Cotisations salariales des employés	73 ()()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de	•	, (,
régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()()
	75	9 341	10 825
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	3 676	3 036
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification			
de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
•	81		
•	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	13 017	13 861
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	5 056	5 677
Rendement espéré des actifs	85 ()/	١
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	5 056	5 677
Charge de l'exercice	87	18 073	19 538
	<u> </u>	10 070	13 330
Informations complémentaires Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
·	89 (\/	1
Rendement espéré des actifs pour l'exercice			
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	10.000	(10,000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	19 089	(12 008)
Prestations versées au cours de l'exercice	92	7 770	7 566
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances			
émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite			
<u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	2,78 %	2,13 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	2,13 %	2,59 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	6,00 %	6,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	6,00 %	6,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2020	2020
Autres hypothèses économiques		2020	2020
•	104		
	105		
-	100		

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Saint-Philippe offre à ses employés cols blancs et cols bleus, un régime de retraite à cotisations déterminées. La contribution de l'employé et de l'employeur équivaut à 5% du salaire cotisable. Depuis 2020, elle offre aussi à ses employés pompiers, un régime de retraite simplifié. La contribution de l'employé et de l'employeur pour 2021 est de 4%.

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111	111 519	98 171
	112	111 519	98 171

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice

113

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à ses employés cadres de participer à un régime de retraite (REER Collectif) pour 9 % de leur rémunération de l'exercice précédent. La dépense ainsi encourue par la ville est imputée à la fonction municipale où oeuvre l'employé. Pour y avoir droit, l'employé doit cotiser 9 % de sa masse salariale.

	_	2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116	141 030	181 098
Autres régimes	117		
	118	141 030	181 098

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021		2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119		7	

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	3 870	4 485
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	13 043	15 116
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	1 761	1 782
	123	14 804	16 898

Note



Non audité		Administration	municipale	Données co	nsolidées
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2021	2021	2021	2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	8 729 986	8 809 884	8 809 884	8 720 289
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3	195 757	199 590	199 590	
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le					
service de l'eau	5				
Réserve financière pour le					
service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	8 925 743	9 009 474	9 009 474	8 720 289
Taxes, compensations et tarification Services municipaux Eau	12	493 075	512 613	512 613	546 066
	13	493 075	312 013	312 013	340 000
Égout Traitement des eaux usées		379 503	375 193	375 193	361 462
	14	736 960	733 164	733 164	707 245
Matières résiduelles	15	730 900	733 104	733 104	707 245
Autres	16				
•	16				
• -	17				
Contrac diurganae 0 1 1	18	24 000	39 437	20.427	29 975
Centres d'urgence 9-1-1	19	31 000		39 437	
Service de la dette	20 21	32 465	32 781	32 781	39 774
Pouvoir général de taxation Activités de fonctionnement	22				
Activités d'investissement	23				
Activites a investissement	24	1 673 003	1 693 188	1 693 188	1 684 522
Taxes d'affaires	24	1 073 003	1 033 100	1 033 100	1 004 322
Sur l'ensemble de la valeur locative	25				
Autres	26				
Autiga	27				
	28	1 673 003	1 693 188	1 693 188	1 684 522
	29	10 598 746	10 702 662	10 702 662	10 404 811
	20	10 330 140	10 702 002	10 702 002	10 404 011

COMPENSATIONS TEMANT LIEU DE TAX			Administration municipale		Données consolidées	
COMPENSATIONS TEMANT LIEU DE TAY		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXE		2021	2021	2021	2020	
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES						
ENTREPRISES						
Immeubles et établissements d'entreprises	du					
gouvernement						
Taxes sur la valeur foncière	30					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification	31					
Taxes d'affaires	32					
Compensations pour les terres publiques	33					
	34					
Immeubles des réseaux						
Santé et services sociaux	35	28 594	29 017	29 017	28 656	
Cégeps et universités	36					
Écoles primaires et secondaires	37	103 890	110 726	110 726	105 250	
	38	132 484	139 743	139 743	133 906	
Autres immeubles						
Immeubles de certains gouvernements						
et d'organismes internationaux						
Taxes sur la valeur foncière	39	281				
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification	40					
Taxes d'affaires	41					
	42	281				
	43	132 765	139 743	139 743	133 906	
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES						
Taxes sur la valeur foncière	44	4 841	3 804	3 804	3 804	
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification	45		649	649	593	
Taxes d'affaires	46					
	47	4 841	4 453	4 453	4 397	
ORGANISMES MUNICIPAUX						
Taxes sur la valeur foncière	48					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification	49					
	50					
AUTRES						
Taxes foncières des entreprises						
autoconsommatrices d'électricité	51					
Autres	52					
	53					
	54	137 606	144 196	144 196	138 303	

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENT PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANS FONCTIONNEMENT					
Administration générale Sécurité publique	55		29 846	29 846	25 660
Police	56			31 370	1 487
Sécurité incendie	57				
Sécurité civile	58				
Autres	59				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	60	26 226	15 839	15 839	11 744
Enlèvement de la neige	61				
Autres	62		527	527	796
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	63				
Transport adapté	64				
Transport scolaire	65				
Autres	66				
Transport aérien	67				
Transport par eau	68				
Autres	69				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de					
l'eau potable	70				
Réseau de distribution de l'eau potable	71	270	2 750	2 750	2 901
Traitement des eaux usées	72	1 133	6 005	6 005	41 572
Réseaux d'égout	73				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	74	109 654	338 153	338 153	73 221
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	75	70 346	129 093	129 093	99 769
Tri et conditionnement	76				
Autres	77				13 627
Autres	78				
Cours d'eau	79				
Protection de l'environnement	80				
Autres	81				

Non audité		Administration	municipale	Données consolidées		
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		2021	2021	2021	2020	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENT PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANS FONCTIONNEMENT (suite)						
Santé et bien-être						
Logement social	82					
Sécurité du revenu	83					
Autres	84					
Aménagement, urbanisme et développer	nent					
Aménagement, urbanisme et zonage	85					
Rénovation urbaine	86					
Promotion et développement économique	87					
Autres	88					
Loisirs et culture						
Activités récréatives	89	72 872	126 790	126 790	52 427	
Activités culturelles						
Bibliothèques	90	33 500	63 593	63 593	41 012	
Autres	91					
Réseau d'électricité	92					
	93	314 001	712 596	743 966	364 216	

Non audité	Administrat	tion municipale	Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TRANSFERTS (suite)	2021	2021	2021	2020	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENT PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANS INVESTISSEMENT					
Administration générale Sécurité publique	94	376	376	52 547	
Police	95				
Sécurité incendie	96				
Sécurité civile	97				
Autres	98				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	99	155 910	155 910	1 063 546	
Enlèvement de la neige	100				
Autres	101				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	102				
Transport adapté	103				
Transport scolaire	104				
Autres	105				
Transport aérien	106				
Transport par eau	107				
Autres	108				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de					
l'eau potable	109				
Réseau de distribution de l'eau potable	110				
Traitement des eaux usées	111	846 196	846 196	25 401	
Réseaux d'égout	112				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	113				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	114				
Tri et conditionnement	115				
Autres	116				
Autres	117				
Cours d'eau	118				
Protection de l'environnement	119				
Autres	120				

Non audité	Administra	tion municipale	Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TRANSFERTS (suite)	2021	2021	2021	2020	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENT PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANS INVESTISSEMENT (suite)	-				
Santé et bien-être					
Logement social	121				
Sécurité du revenu	122				
Autres	123				
Aménagement, urbanisme et développer	ment				
Aménagement, urbanisme et zonage	124				
Rénovation urbaine	125				
Promotion et développement économique	126				
Autres	127				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	128				
Activités culturelles					
Bibliothèques	129				
Autres	130				
Réseau d'électricité	131				
	132	1 002 482	1 002 482	1 141 49	

Non audité		Administration	municipale	Données co	Données consolidées		
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations		
TRANSFERTS (suite)		2021 2021		2021	2020		
TRANSFERTS DE DROIT							
Regroupement municipal et réorganisation							
municipale	133						
Péréquation	134						
Neutralité	135						
Partage des redevances sur les							
ressources naturelles	136						
Compensation pour la collecte sélective							
de matières recyclables	137						
Fonds de développement des territoires	138						
Contributions des automobilistes pour le							
transport en commun — Droits							
d'immatriculation	139						
Partage de la croissance d'un point							
de la TVQ	140	56 193	56 193	56 193			
Dotation spéciale de fonctionnement	141				57 356		
Soutien à la compétence de							
développement local et régional des MRC							
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142						
Autres	143	544 484	323 276	333 798	969 933		
	144	600 677	379 469	389 991	1 027 289		
TOTAL DES TRANSFERTS	145	914 678	2 094 547	2 136 439	2 532 999		

Non audité		Administration	municipale	Données consolidées		
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS		2021	2021	2021	2020	
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX						
Administration générale						
Greffe et application de la loi	146					
Évaluation	147					
Autres	148					
	149					
Sécurité publique						
Police	150					
Sécurité incendie	151	445 000	478 375	478 375	479 544	
Sécurité civile	152					
Autres	153					
	154	445 000	478 375	478 375	479 544	
Transport						
Réseau routier						
Voirie municipale	155					
Enlèvement de la neige	156					
Autres	157					
Transport collectif	158					
Autres	159					
	160					
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de						
l'eau potable	161					
Réseau de distribution de l'eau potable	162					
Traitement des eaux usées	163	42 000	56 288	56 288	49 983	
Réseaux d'égout	164					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	165					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	166					
Tri et conditionnement	167					
Autres	168					
Autres	169					
Cours d'eau	170					
Protection de l'environnement	171					
Autres	172					
	173	42 000	56 288	56 288	49 983	

Non audité		Administrat	ion municipale	Données	consolidées
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		2021	2021	2021	2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	174				
Autres	175				
	176				
Aménagement, urbanisme et développem	ent				
Aménagement, urbanisme et zonage	177				
Rénovation urbaine	178				
Promotion et développement économique	179				
Autres	180				
	181				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	182				
Activités culturelles					
Bibliothèques	183				
Autres	184				
	185				
Réseau d'électricité	186				
	187	487 000	534 66	3 534 663	529 52

Non audité		Administration	municipale	Données consolidées		
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)		2021	2021	2021	2020	
AUTRES SERVICES RENDUS						
Administration générale						
Greffe et application de la loi	188					
Évaluation	189					
Autres	190	395 965	360 878	360 878	367 049	
	191	395 965	360 878	360 878	367 049	
Sécurité publique						
Police	192			38 214	31 864	
Sécurité incendie	193	13 200	21 629	21 629	15 914	
Sécurité civile	194					
Autres	195					
	196	13 200	21 629	59 843	47 778	
Transport						
Réseau routier						
Voirie municipale	197	12 693	16 898	16 898	21 652	
Enlèvement de la neige	198	36 681	33 465	33 465	55 024	
Autres	199		00 .00	30 .00	•••	
Transport collectif						
Transport en commun						
Transport régulier	200	5 000	4 899	4 899	7 619	
Transport adapté	201	0 000	1 000	. 555	7 0 10	
Transport scolaire	202					
Autres	203					
Autres	204					
710100	205	54 374	55 262	55 262	84 295	
Hygiène du milieu		01011	00 202	00 202	01200	
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de						
l'eau potable	206					
Réseau de distribution de l'eau potable	207	6 000	3 827	3 827	7 526	
Traitement des eaux usées	208	0 000	0 021	0 021	1 020	
Réseaux d'égout	209					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	210					
Matières recyclables	211	5 000	1 181	1 181	2 482	
Autres	212	0 000	1 101	1 101	2-102	
Cours d'eau	213					
Protection de l'environnement	214					
Autres	215					
7101100	216	11 000	5 008	5 008	10 008	

Non audité		Administration	municipale	Données co	nsolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)		2021 2021		2021	2020	
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)						
Santé et bien-être						
Logement social	217					
Sécurité du revenu	218					
Autres	219					
	220					
Aménagement, urbanisme et développem	ent					
Aménagement, urbanisme et zonage	221					
Rénovation urbaine	222					
Promotion et développement économique	223					
Autres	224					
	225					
Loisirs et culture						
Activités récréatives	226	230 336	134 178	134 178	88 384	
Activités culturelles						
Bibliothèques	227	2 750	1 476	1 476	840	
Autres	228					
	229	233 086	135 654	135 654	89 224	
Réseau d'électricité	230					
	231	707 625	578 431	616 645	598 354	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	1 194 625	1 113 094	1 151 308	1 127 881	

Non audité		Administration	municipale	Données consolidées		
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
IMPOSITION DE DROITS						
Licences et permis	233	182 500	225 968	225 968	183 087	
Droits de mutation immobilière	234	820 000	1 686 698	1 686 698	1 237 408	
Droits sur les carrières et sablières	235	350 000	462 120	462 120	399 805	
Autres	236					
	237	1 352 500	2 374 786	2 374 786	1 820 300	
AMENDES ET PÉNALITÉS	238			183 110	179 818	
REVENUS DE PLACEMENTS						
DE PORTEFEUILLE	239					
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	140 000	164 824	167 862	162 350	
AUTRES REVENUS						
Gain (perte) sur cession d'immobilisations						
corporelles	241		(102)	856	100	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels			, ,			
achetés	242					
Produit de cession de propriétés destinées						
à la revente	243					
Gain (perte) sur remboursement de prêts et						
sur cession de placements	244					
Contributions des promoteurs	245		753 054	753 054	10 388	
Contributions des automobilistes pour le						
transport en commun — Taxe sur l'essence	246					
Contributions des organismes municipaux	247					
Autres contributions	248					
Redevances réglementaires	249					
Autres	250	5 000	33 372	34 610	107 352	
	251	5 000	786 324	788 520	117 840	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE						
RESTRUCTURATION	252					

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité			Administratio	Données co	Données consolidées		
	,	Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total	2021	2020
		de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		ZUZ I	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	158 523	139 623		139 623	139 623	154 560
Greffe et application de la loi	2	612 743	535 207		535 207	535 207	484 778
Gestion financière et administrative	3	2 348 377	2 040 499	214 494	2 254 993	2 254 993	1 819 315
Évaluation	4	122 022	66 392		66 392	66 392	87 137
Gestion du personnel	5	42 900	29 462		29 462	29 462	
Autres							
Autres	6	328 421	257 966		257 966	257 966	119 711
	7						
	8	3 612 986	3 069 149	214 494	3 283 643	3 283 643	2 665 501
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 416 189	1 411 421		1 411 421	1 753 296	1 535 930
Sécurité incendie	10	1 441 868	1 666 509	73 153	1 739 662	1 739 662	1 694 892
Sécurité civile	11	3 500					3 462
Autres	12	23 200	16 762		16 762	16 762	20 488
	13	2 884 757	3 094 692	73 153	3 167 845	3 509 720	3 254 772
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 629 701	1 681 462	1 033 047	2 714 509	2 714 509	3 003 482
Enlèvement de la neige	15	435 853	300 089	51 754	351 843	351 843	351 861
Éclairage des rues	16	59 500	61 091	32 024	93 115	93 115	104 102
Circulation et stationnement	17	68 000	64 815		64 815	64 815	52 161
Transport collectif							
Transport en commun	18	320 321	320 314		320 314	320 314	269 567
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 513 375	2 427 771	1 116 825	3 544 596	3 544 596	3 781 173

Non audité			Administratio		Données consolidées		
		Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total	2021	2020
		de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		ZVZ I	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de							
l'eau potable	23	214 316	213 023		213 023	213 023	201 936
Réseau de distribution de l'eau potable	24	152 565	175 472	125 753	301 225	301 225	279 488
Traitement des eaux usées	25	392 121	382 142	235 699	617 841	617 841	625 242
Réseaux d'égout	26						
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	163 540	89 539	369	89 908	89 908	115 467
Élimination	28	136 800	136 788		136 788	136 788	153 989
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	108 786	103 683		103 683	103 683	151 493
Tri et conditionnement	30	103 700	103 739		103 739	103 739	45 473
Matières organiques							
Collecte et transport	31	131 165	128 962		128 962	128 962	119 172
Traitement	32	90 060	90 066		90 066	90 066	37 768
Matériaux secs	33		49 563		49 563	49 563	40 265
Autres	34						7 494
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						70 609
Protection de l'environnement	38						1 413
Autres	39						
	40	1 493 053	1 472 977	361 821	1 834 798	1 834 798	1 849 809
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	54 504	57 166		57 166	57 166	54 504
Sécurité du revenu	42	27001	3. 100		300	2. 100	5.001
Autres	43	970	1 017		1 017	1 017	970
	44	55 474	58 183		58 183	58 183	55 474

Non audité			Administratio		Données co	nsolidées	
		Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total	2021	2020
		de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		ZVZ I	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET							
DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	465 234	426 934	1 062	427 996	427 996	509 590
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	60 277	59 719		59 719	59 719	50 524
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51						11 225
	52	525 511	486 653	1 062	487 715	487 715	571 339
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	656 795	640 079	133 543	773 622	773 622	579 424
Patinoires intérieures et extérieures	54	147 808	53 630	100 0 10	53 630	53 630	38 945
Piscines, plages et ports de plaisance	55	•••				30 000	
Parcs et terrains de jeux	56	579 093	487 764	128 686	616 450	616 450	468 350
Parcs régionaux	57	0.000					
Expositions et foires	58	42 000	21 573		21 573	21 573	473
Autres	59	19 950	7 419		7 419	7 419	14 166
	60	1 445 646	1 210 465	262 229	1 472 694	1 472 694	1 101 358
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	302 364	299 489	46 937	346 426	346 426	347 639
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						4 867
	66	302 364	299 489	46 937	346 426	346 426	352 506
	67	1 748 010	1 509 954	309 166	1 819 120	1 819 120	1 453 864

Non audité			Administratio	Données consolidées			
		Budget 2021		Réalisations 2021		Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation	Sans ventilation	ans ventilation Ventilation de	Total	2021	2020
		de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		ZVZ I	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	458 184	361 776		361 776	367 247	370 709
Autres frais	70	21 534	4 018		4 018	4 647	639
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					14 589	16 521
Autres	72	6 440	5 588		5 588	5 748	173
	73	486 158	371 382		371 382	392 231	388 042
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE							
RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET	DES						
ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75		2 076 521	(2 076 521)			

Autres renseignements financiers non audités

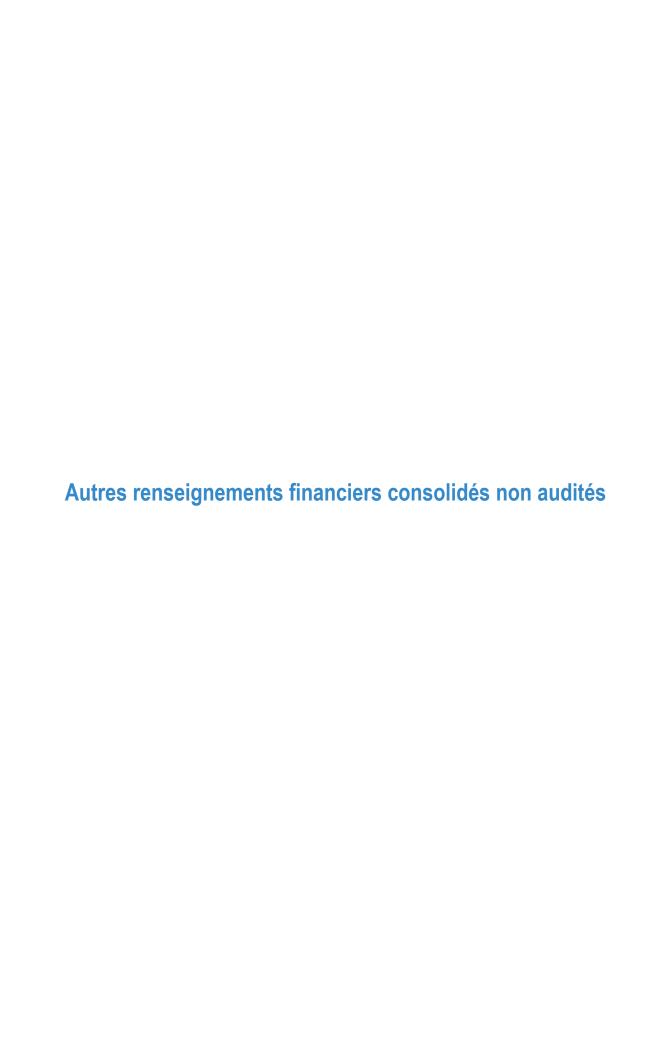
Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Saint-Philippe | 67010 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2				
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2				
Analyse de la dette à long terme consolidée					
Endettement total net à long terme consolidé	3 4				
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5				
Autres renseignements financiers non consolidés non audités					
Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7				
Analyse de la rémunération non consolidée	8				
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8				
Frais de financement non consolidés par activités	9				
Rémunération des élus	10				
Autres renseignements					
Questionnaire	11				



ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	municipale		Données consolidées		
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1				
Usines de traitement de l'eau potable	2				
Usines et bassins d'épuration	3	762 678	762 678	1 072 741	
Conduites d'égout	4	816 079	816 079	25 401	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	722 129	722 129	1 115 552	
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Systèmes d'éclairage des rues	8	38 113	38 113	15 303	
Aires de stationnement	9				
Parcs et terrains de jeux	10	520 393	520 393	89 559	
Autres infrastructures	11	12 887	12 887	52 547	
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	393 482	394 411	2 576 667	
Édifices communautaires et récréatifs	14				
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	159 256	181 583	505 775	
Ameublement et équipement de bureau	18		8 091	19 386	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	250 516	266 035	28 779	
Terrains	20	116 640	116 640	924 816	
Autres	21				
	22	3 792 173	3 839 039	6 426 526	

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	816 079	816 079	25 401
Autres infrastructures	27	1 293 522	1 293 522	1 272 961
Infrastructures pour nouveau développement				
(ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30	762 678	762 678	1 072 741
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations corporelles	33	919 894	966 760	4 055 423
	34	3 792 173	3 839 039	6 426 526

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation Excédent accumulé affecté au	1				
remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou					
des municipalités membres	5	345 230		21 025	324 205
De l'ensemble des contribuables ou					
des municipalités membres	6	16 472 422	878 000	913 196	16 437 226
De la municipalité (Société de					
transport en commun)	7				
	8	16 817 652	878 000	934 221	16 761 431
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme) Débiteurs Gouvernement du Québec					
	0	1 783 110		72 918	1 710 192
et ses entreprises	9 10	1703 110		12910	1710 192
Organismes municipaux Autres tiers					
Autres tiers	11 12	1 783 110		72 918	1 710 192
Débiteurs encaissés non encore appliqués		1703 110		72910	1710 192
au remboursement de la dette	13				
au remboursement de la dette	14	1 783 110		72 918	1 710 192
Prêts, placements de portefeuille à titre	14	1705 110		12 910	1710 192
d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
Auties	17	1 783 110		72 918	1 710 192
	18	18 600 762	878 000	1 007 139	18 471 623
Dette en cours de refinancement	19 (10 000 702	070 000	1 007 133	10 47 1 020
Reclassement / Redressement	20)		(
Dette à long terme	21	18 600 762	878 000	1 007 139	18 471 623
Dette a long terme	۷.	10 000 702	070 000	1 001 103	10 47 1 023

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	18 205 205
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	776 667
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
•	5	
•	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	1 710 192
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	321 781
Autres		
	12	
•	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	44	40.040.000
Endetternent het a long terme de l'administration municipale	14	16 949 899
·	14	16 949 899
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des		
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	266 422
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
·	15	266 422
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes	15	266 422
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme	15	266 422 17 216 321
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine	15 16	266 422 17 216 321 238 434
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté	15 16	266 422 17 216 321 238 434 46 496
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes	15 16 17 18	266 422 17 216 321 238 434 46 496 687 948
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme	15 16 17 18 19	266 422 17 216 321 238 434 46 496 687 948
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme	15 16 17 18 19	266 422 17 216 321 238 434 46 496 687 948
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme	15 16 17 18 19 20	266 422 17 216 321 238 434 46 496 687 948
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à	15 16 17 18 19 20	266 422 17 216 321 238 434 46 496 687 948
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à	15 16 17 18 19 20 21	266 422
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	15 16 17 18 19 20 21	266 422 17 216 321 238 434 46 496 687 948
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	15 16 17 18 19 20 21	266 422 17 216 321 238 434 46 496 687 948 18 189 199
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	15 16 17 18 19 20 21 21 22 23	266 422 17 216 321 238 434 46 496 687 948 18 189 199
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu) Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	15 16 17 18 19 20 21 21 22 23	266 422 17 216 321 238 434 46 496 687 948 18 189 199
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu) Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	15 16 17 18 19 20 21 22 23	266 422 17 216 321 238 434 46 496 687 948 18 189 199
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu) Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus) Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux	15 16 17 18 19 20 21 22 23	266 422 17 216 321 238 434 46 496 687 948 18 189 199
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	15 16 17 18 19 20 21 22 23	266 422 17 216 321 238 434 46 496 687 948

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	lon audité		municipale	Données consolidées		
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
		2021	2021	2021	2020	
Administration aénérals						
Administration générale Greffe et application de la loi	1					
Évaluation	2	122 022	66 391	66 391	87 137	
Autres	3	65 705	67 192	67 192	59 659	
		00 7 00	0. 102	0, 102	00 000	
Sécurité publique		4 440 400	4 444 404	000		
Police	4	1 416 189	1 411 421	232		
Sécurité incendie	5					
Sécurité civile	6					
Autres	7					
Transport						
Réseau routier	8					
Transport collectif	9	320 321	320 315	320 315	269 567	
Autres	10					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	11					
Matières résiduelles	12	649 051	636 203	636 203	594 689	
Cours d'eau	13				70 609	
Protection de l'environnement	14	1 241	1 276	1 276	1 413	
Autres	15					
Santé et bien-être						
Logement social	16	54 504	57 166	57 166	54 504	
Autres	17	970	1 017	1 017	970	
América managat subcuriama at						
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	18	15 918	15 982	15 982	14 44 ⁻	
Rénovation urbaine	19	13 310	13 302	10 302	17 77	
Promotion et développement économique	20	60 277	59 719	59 719	50 524	
Autres	21	00 211	33 7 13	03 7 13	30 32-	
Loisirs et culture	22	60 700	64 022	64.022	60 77	
Activités récréatives Activités culturelles	22 23	62 728	64 933	64 933	62 777	
Réseau d'électricité	24					
	25	2 768 926	2 701 615	1 290 426	1 266 290	



ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1	121 812	125 444
Charges sociales	2	36 754	36 185
Biens et services	3	3 623 888	6 156 889
Frais de financement	4	9 719	71 379
Autres	5		
	6	3 792 173	6 389 897

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs	Semaine	Nombre d'heures	Rémunération	Charges	Total ¹
Administration municipale		personnes/ année ²	normale (heures)	rémunérées au cours de l'exercice		sociales	
Cadres et contremaîtres	1	12,46	40,00	25 923,00	******	******	******
Professionnels	2	1,00	35,00	1 820,00	******	******	******
Cols blancs	3	10,77	35,00	19 600,00	******	******	******
Cols bleus	4	17,16	40,00	35 702,00	******	******	******
Policiers	5						
Pompiers	6	35,30	16,00	29 373,00	******	******	******
Conducteurs et opérateurs							
(transport en commun)	7						
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	8	76,69		112 418,00	******	******	******
Élus	9	7,00			109 729	19 438	129 167
	10	83,69			******	******	******

- 1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
- 2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernemen	t du Québec	Gouvernement	ARTM/MRC/	Total
		Fonctionnement	Investissement	du Canada	Municipalités/ Communautés métropolitaines	
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	2 750				2 750
Traitement des eaux usées	14	6 005	260 009	586 187		852 201
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	196 371	397 775	(162 272)	807 722	1 239 596
	17	205 126	657 784	423 915	807 722	2 094 547

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	114 076	95 508
	4	114 076	95 508
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	11 233	12 356
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	11 233	12 356
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	127 859	139 418
Enlèvement de la neige	11	4 544	3 290
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	132 403	142 708
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	24	179
Réseau de distribution de l'eau potable	17	6 008	6 555
Traitement des eaux usées	18	11 032	13 266
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	17 064	20 000
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	289	
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	289	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	84 547	79 991
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	11 770	12 982
Autres	38		
	39	96 317	92 973
Réseau d'électricité	40		
	41	371 382	363 545

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Fonction	Reçu de l'organi	sme municipal	Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux		
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	
Johanne Beaulac	Maire	22 865	10 963	16 119	6 330	
Sylvie Messier	Conseiller	8 055	4 028			
Vincent Lanteigne	Conseiller	8 055	4 028	433	216	
Manon-Josée D'Auteuil	Conseiller	7 630	3 815			
Martine Labelle	Conseiller	7 630	3 815			
Justin Gagné	Conseiller	7 630	3 815			
Dany Goyette	Conseiller	7 630	3 815			
Christian Marin	Maire	1 274	637	875	437	
Alain Fontaine	Conseiller	425	213			
Nancy Pouliot	Conseiller	425	213			
Émilie St-Onge	Conseiller	425	213			
Gabrielle Garand	Conseiller	425	213			

Note

^{1.} Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Non audité		OUI	NON
1.	Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		750 000 \$
Les	questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement			
2.	La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	X	3
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4		453 569 \$
3.	La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	X	6
4.	Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
	Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille	7		\$
	d'investissement	8		\$
	Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9		\$
	Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10		\$
	Ligne 7 : Autres créances douteuses	11		\$
	Ligne 13 : Placements de portefeuille	12		\$
	Ligne 14 : Débiteurs	13		\$
	Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		\$ \$
	Ligne 16 : Provision pour moins-value	15		
	Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	16		\$
	Ligne 20 : Revenus reportés	17		\$

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5.	La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :					
	a)	le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.	18	X	19	
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	20		445	760\$
	b)	le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	21	X	22	
		Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021	23		121	676\$
	c)	le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	24		25	Χ
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	26			\$
	d)	le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	27		28	Χ
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	29			\$
6.	La	municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	30		31	Χ
	Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?				33	
		oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que durée de l'entente :				
7.	La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :					
	a)	du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	34		35	Χ
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	36			\$
	b)	du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	37		38	Χ
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	39			\$
8.	en	municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales apitre C-47.1)?	40		41	Х
	Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :					
	a)	crédits de taxes	42			\$
	b)	autres formes d'aide	43			\$

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9.	Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021		
	Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021	44	
	Facteur comparatif de 2021	45	
	Valeur uniformisée	46	
10.	Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du <i>Volet entretien du réseau local</i> (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ	47	
	Total des frais encourus admissibles au volet ERL :		
	 a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) Dépenses relatives à l'entretien d'hiver Dépenses relatives à l'entretien d'été 	48	
	Systèmes de sécurité	49	q
	Chaussées pavées - entretien préventif	50	9
	Chaussées pavées - entretien palliatif	51	9
	Chaussées en gravier - entretien préventif Chaussées en gravier - entretien palliatif	52	Š
	Systèmes de drainage	53 54	9
	Abords de routes	55	3
	Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	56	
	b) Dépenses d'investissement		
	Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	57	9
	Dépenses relatives à l'entretien d'été	58	
	c) Total des frais encourus admissibles	59	
	 d) Description des dépenses d'investissement Relatives à l'entretien d'hiver : Relatives à l'entretien d'été : 		
	e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :		
	f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :		
	Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :		
	a) Numéro de la résolution	60	
	b) Date d'adoption de la résolution	61	

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11.	des mes Règleme	cipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées ures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du ent sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours x pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?	62	X 63
		diquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :		
	a) Num	néro de la résolution	64	18-11-247
	b) Date	d'adoption de la résolution	65	2018-11-13
12.	-	ent d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par en place d'un encadrement concernant les chiens		
	Signalen	nents de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice		
	a) Nom	abre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)	66	
	b) Nom	abre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)	67	
	Normes	relatives à l'encadrement et à la possession des chiens		
	,	abre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de rcice (art. 5)	68	
	•	abre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au s de l'exercice (art. 8)	69	
	•	abre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au s de l'exercice (art. 9)	70	
	•	abre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou qué une personne (art.10)	71	
	g) Nom	bre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11)	72	
	h) Nom	abre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	73	780
		abre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de de 20 kg (art. 16)	74	379
		abre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de unicipalité (art. 16)	75	
		nunicipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus eres que celles prévues par le Règlement?	76	77 X
13.		on du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses ses au 31 décembre 2021		
	Minis	stère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	78	1 199 656 \$
		stère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	79	1 410 032 \$
		stère des Transports	80	561 254 \$
	Minis	stère de la Culture et des Communications	81	69 431 \$
	Autro	es ministères/organismes	82	341 975 \$
			83	3 582 348 \$

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Saint-Philippe | 67010 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la secrétaire-trésorière de la Ville de Saint-Philippe

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Philippe (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les «exigences légales»).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO S.E.N.C.R.L.
Salaberry-de-Valleyfield, le 22 avril 2022

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes 2	1	10 702 662
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	209 654
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	39 437
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	10 453 571
ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES		
Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	980 671 500
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 010 726 500
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	995 699 000
TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)		1,0499 / 100 \$

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Non audité	OUI	NON	S.O.
1.	Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1 X	2	
	Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».			
	Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 X	4	
2.	La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 X	6	
3.	Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7	8 X	
4.	Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	9	10 X	
	questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences RC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
5.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	11	12	13 X
6.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14	15	16 X
7.	La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	17	18	19 X
com	uestion 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en mun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, lez inscrire S.O.			
8.	Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	20	21	22 X
	Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	23	24	
La q	uestion 9 s'applique aux municipalités locales seulement.			
9.	La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?	25	26 X	

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Ville de Saint-Philippe | 67010 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES REVENUS DE TAXES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	9 488 629
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	260 348
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	9 748 977
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	538 956
Égout	13	330 930
Traitement des eaux usées	14	402 535
Matières résiduelles	15	799 050
	15	799 050
Autres	40	
•	16	
•	17	
	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	30 000
Service de la dette	20	32 679
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	1 803 220
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	1 803 220
	29	11 552 197

DONNÉES PRÉVISIONNELLES REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	28 860
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	109 785
	9	138 645
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	138 645
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	4 454
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	649
Taxes d'affaires	17	
	18	5 103
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base	10	
Taxes, compensations et tarification	20	
raxes, compensations et tarification	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	143 748

DONNÉES PRÉVISIONNELLES CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audite		Assiette d'application imposable	Taux adopté		Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière Taxes générales									
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x		/100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)	'	*		/100 φ					
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	1 034 370 909 x	0,7009	/100 \$	7 249 905				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	26 744 700 x	0,7801	/100 \$	208 635				
Immeubles non résidentiels	4	41 126 884 x	1,3248	/100 \$	544 848				
Immeubles industriels	5	Х		/100 \$					
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	6	Х		/100 \$					
Autres	7	13 466 800 x	1,3466	/100 \$	181 343				
Immeubles forestiers	8		0,7009		62				
Immeubles agricoles	9	186 023 184 x	0,7009	/100 \$	1 303 836				
Total	10				9 488 629	()()	9 488 629
Taxes spéciales									
Service de la dette (taux unique)	11	Х		/100 \$					
Service de la dette (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	12	Х		/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13	Х		/100 \$					
Immeubles non résidentiels	14	Х		/100 \$					
Immeubles industriels	15	Х		/100 \$					
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	Х		/100 \$					
Autres	17	Х		/100 \$					
Immeubles forestiers	18	Х		/100 \$					
Immeubles agricoles	19	X		/100 \$,			
Total	20					()()	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite) EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique) Activités de fonctionnement (taux variés)	21	1 301 741 277 >	0,0200 /100	\$ 260 348				
Résiduelle (résidentielle et autres)	22)	/100	\$				
Immeubles de 6 logements ou plus	23)						
Immeubles non résidentiels	24	>	/100	\$				
Immeubles industriels	25	>	/100	\$				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	>	/100	\$				
Autres	27	>	/100	\$				
Immeubles forestiers	28	>	/100	\$				
Immeubles agricoles	29	>	/100	\$				
Total	30			260 348	()()	260 348
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31)	/100	\$				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	>	/100	\$				
Immeubles de 6 logements ou plus	33	>	/100	\$				
Immeubles non résidentiels	34	>	/100	\$				
Immeubles industriels	35)	/100	\$				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36)	/100	\$				
Autres	37)	/100	\$				
Immeubles forestiers	38	>	/100	\$				
Immeubles agricoles	39	>	: /100	\$				
Total	40				()()	
	_	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	>	%		()()	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES TAUX DES TAXES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 198,00\$
Égout	2\$
Eau et égout	3\$
Traitement des eaux usées	4\$
Matières résiduelles	5 130,00\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Piscine	25,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Eau commerciale	250,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Surplus consommation d'eau	0,3933	7 - autres (préciser)	mètre cube
Matières recyclables	80,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
R-369 - bassin A	1,5740	2 - du mètre carré	
R-369 - bassin B	1,2046	2 - du mètre carré	
Réseau régional d'aqueduc entretien	0,1500	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Matières organiques	65,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité

DONNÉES PRÉVISIONNELLES RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Immeubles	Immeubles	Terrains vagues desservis		6 logements	Immeubles
		non résidentiels	industriels	Immeubles non résidentiels	Autres	ou plus	agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	553 073			184 036	213 984	1 341 041
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	43 170					
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	596 243			184 036	213 984	1 341 041

DONNÉES PRÉVISIONNELLES RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Immeubles	Résiduelle		Total	
		forestiers	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1	64	7 456 779			9 748 977
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4		32 679			32 679
Autres	5		1 697 371			1 740 541
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8	64	9 186 829			11 522 197

DONNÉES PRÉVISIONNELLES QUESTIONNAIRE

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Non audité	OUI	NON	\$.0.
1.	La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
	a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
	 Pour la taxe foncière générale Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV 	1 X	2 X	5
	 Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM 	6	7 X	8
	 Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté. 			
	c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9	10 X 1	11
	 Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté. 			
	 Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM 			
	 Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels) Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de : 2021 2022 Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de : 2021 2022 	15		14
2.	La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25	26 X	
3.	La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
	 une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM 	27	28 X	
	une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29	30 X	
4.	La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31 X	32	
	Si oui, indiquer le montant.	33	91 925 \$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES QUESTIONNAIRE

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

5.	Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse		¢.
	foncière uniformisée de l'année suivante)	34	φ
6.	Date d'adoption du budget par le conseil	35	2021-12-14
7.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	14 308 335 \$
8.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	1 004 000 \$
9.	Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	458 363 \$
10.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Claudie Boutin, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Saint-Philippe pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 10 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Saint-Philippe.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Saint-Philippe consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Saint-Philippe détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-05-02 09:36:25

Date de transmission au Ministère :